# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)


Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.


SAMEDI 19 JANVIER 1985 — N° 285 — PRIX : ANTILLES 2 F 50 FRANCE 3 F 00


## Editorial

### MITTERRAND A NOUMEA POUR DEFENDRE LES INTERETS DE L'IMPERIALISME FRANCAIS !

Mitterrand, a annoncé qu'il partait en Nouvelle Calédonie, sans doute pour convaincre les partisans acharnés de la présence française, que le plan Pisani protège largement leurs intérêts, ne laissant aux Kanaks qu'une possession toute symbolique du sol de la future Kanaky et quelques postes pour des notables indépendantistes.

Parlant de la contagion dans les autres DOM-TOM, Mitterrand, représentant de l'impérialisme français, ne voit pas pourquoi il serait obligé d'envisager à brève échéance l'indépendance de la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, ou de la Réunion, les indépendantistes y sont électoralement, quasi-inexistants. Il reconnait, bien sûr, qu'il y a quelques violences anti-colonialistes qui se font jour, mais enfin, il n'y a pas de problème.

C'est le raisonnement qu'ont tenu tous les gouvernement de gauche ou de droite en France, chaque fois que le problème colonial se posait dans un territoire quelconque. Et chaque fois, ce qui n'était que l'expression d'une prétendue minorité aboutissait à une revendication généralisée des peuples concernés, revendication plus ou moins brutalement formulée.

Mitterrand, en bon politicien de la bourgeoisie, ne se fait probablement pas d'illusions sur l'évolution politique future des soi-disant DOM, il sait qu'il s'agit bien là de «colonies» et qu'un jour ou l'autre, il faudra consentir à leur indépendance.

Mais le problème, pour le représentant de l'impérialisme français, et de tous ses prédécesseurs, a toujours été de savoir quel sort serait réservé aux intérêts politiques ou matériels de leur impérialisme ; et jusqu'au bout, la tradition de l'impérialisme français, c'est de ménager ou de s'appuyer sur des couches de colons les plus réactionnaires, pour imposer aux peuples colonisés la solution la plus défavorable pour eux. C'est à dire celle qui protège et maintient les privilèges de l'impérialisme, comme en Afrique, ou qui sélectionne des équipes dirigeantes présentant la garantie d'être des défenseurs de l'ordre capitaliste.

La réponse à la politique de l'impérialisme, qui est réellement favorable aux intérêts des pauvres, des travailleurs, c'est à dire de la majorité de ces peuples, ne se limite pas à négocier ni même arracher la seule indépendance.

La réponse favorable aux pauvres, c'est leur propre lutte, pour un réel bouleversement social, qui fait passer entre leurs mains l'ensemble des moyens économiques de ces colonies appelées DOM ou TOM.


*Suite P 2*


## Guadeloupe DES PERQUISITIONS A LA MINI-RAFLE.

Depuis la fin de la semaine dernière à la suite des attentats du début de l'année 1985, les gendarmes, munis d'une photocopie d'une commission rogatoire délivrée le 3 janvier par le juge d'instruction Pottée débarquent chez des militants politiques ou bien chez leurs parents ou amis, chez des gens de la population, ou même parmi un groupe de carnaval. . .

En quatre-cinq jours ils avaient perquisitionné plus d'une dizaine de personnes débarquant soit au petit matin, soit à la limite de l'heure légale pour faire une interpellation.

C'est ainsi qu'ils ont perquisitionné chez une de nos camarades, chez des jeunes travailleurs du groupe de carnaval AKYO dans la région de Gosier. Un militant du Parti communiste aurait été recherché, et à sa place les gendarmes embarquèrent un monsieur Dupont conseiller du Gosier : petite bavure... ! Le mercredi 17 janvier, c'est trois jeunes personnes du quartier de Raizet qui étaient aussi interpellées.

Le scénario est rôdé, mais encore assez souple pour varier selon les personnes interpellées. Le plus souvent, la perquisition est suivie d'une soi-disant «audition» dans une gendarmerie. Cette audition s'est vu très souvent transformée en garde à vue dès l'arrivée des personnes interpellées dans les locaux de la gendarmerie. C'est ainsi que certains jeunes ont été gardés à vue pendant plus de 24 heures, d'autres quelques heures de plus alors que d'autres encore étaient relâchés après huit heures de garde à vue ou simple audition.
tion.

Les gendarmes profitent de leur présence pour essayer de se renseigner sur leur emploi du temps, sur leur


*Suite P 4*


## Martinique : EDF: ENTREPRISE SOUS TENSION !

Il y a au moins quelques chefaillons blancs de l'administration française qui ne seront pas venus dans cette colonie pour rien. Oui, parmi ceux qui actuellement sont payés grassement pour diriger l'E.D.F. ici, certains se rappelleront longtemps de leur séjour.

Après que les employés de Bellefontaine les eurent mis à l'écart pour leur démontrer «concrètement» comment gérer cette Centrale et résoudre un certain nombre de questions qui traînaient depuis longtemps , c'est l'ensemble du personnel qui leur a montré qu'ils n'admettaient pas que l'on se moque d'eux.

Cela suite aux propos méprisants et racistes du chef du personnel. Celui-ci s'est permis de traiter un travailleur de «nanti» et de «privilégié», en disant qu'il , en a assez de ce pays. Il oubliait que c'est dans ce pays qu'il exerce, ce qui lui permet de toucher un salaire confortable.

Et ce cynisme de la part d'un cadre qui, lui, bénéficie en Martinique d'importants privilèges était plus que les agents n'en pouvaient supporter.

De la même façon, en Guadeloupe, les travailleurs de l'EDF ont exigé au mois de décembre le départ d'un cadre blanc, Lehman, qui lui aussi avait tenu des propos méprisants vis à vis d'eux.

Ce sont ces faits ajoutés à l'ambiance générale de remise en cause systématique de leur statut et de leurs acquis, qui a provoqué la colère des employés.

C'est ainsi qu'un mouvement de grève a été voté dès le lendemain des faits en assemblée générale pour le vendredi 11. Au cours de ce mouvement le directeur du personnel reçut une visite des grévistes qui exigèrent que ce monsieur répète ces insanités devant tout le monde, et qu'il leur fasse des excuses publiques. Ce qui fut fait.

Si un cadre prétentieux se permet d'insulter les travailleurs de l'EDF, c'est que la situation qui existe en Martinique comme en Guadeloupe l'y pousse. Car c'est la situation coloniale elle-même qui est une insulte vis à vis de tous les travailleurs de Martinique et de Guadeloupe.

C'est le «racisme officiel» qui autorise le racisme individuel de chaque cadre, chef de service ou patron blancs, contre les travailleurs noirs.

Mais ceux-ci refusent de se laisser insulter, comme ils refusent de voir leurs conditions de travail se dégrader à cause de la politique d'austérité et de rigueur que veut leur imposer le gouvernement.

Aujourd'hui encore, le mécontentement attisé par l'arrogance et le mépris des directeurs de l'EDF est grand. C'est l'ensemble des problèmes que risquent de poser demain les travailleurs de l'EDF.

# Nouvelle Calédonie

## ELOI MACHORO ET SON LIEUTENANT ASSASSINES PAR LE POUVOIR COLONIAL FRANCAIS !

Eloi Machoro, dirigeant du FLNKS (Front de Libération Canaque Socialiste)et un de ses camarades ont été tués par les forces de répression coloniale dans la campagne en Nouvelle-Calédonie .

Comme on l'annonçait naguère pendant la guerre d'Algérie, le communiqué laconique qui a annoncé l'évènement stipulait «tué au cours d'une opération de maintien de l'ordre».

La version du Pouvoir Colonial prétend que Machoro aurait été tué alors qu'après deux sommations d'usage, il s'apprêtait a riposter en tirant sur les forces de répression. La version du FLNKS, est différente. Ses militants affirment que Machoro aurait été froidement abattu d'une balle dans le dos, alors qu'il s'apprêtait à négocier avec les forces de répression.

Tout cela se passait autour d'une ferme qui aurait été assiégée par plus de trente militants du FLNKS. Que Machoro s'apprêtait a tirer, cela n'est pas impossible, qu'il s'apprêtait à négocier non plus. Mais ce qui est certain, c'est que quelle que fut son attitude quelques minutes avant sa mort, le fait est qu'il a été tué par les forces de répression coloniales, lui, et son principal adjoint sans que d'autres soient ni tués ni blessés, tant du côté des forces des gendarmerie que du côté des militants du FLNKS.

Et, on ne peut analyser ces évènements sans revenir sur la campagne menée depuis des semaines contre Eloi Machoro et ses camarades

Cette campagne fut principalement orchestrée par les Caldoches ultras qui réclamaient sans cesse «La tête de Machoro». Ces appels au meurtre devaient prendre dans la bouche du député caldoche de droite Jacques Lafleur une légère nuance : «Il faut arrêter Machoro» disait-il. (Mais qu'en termes voilés ces choses-là sont dites !). Depuis des semaines, la campagne de haine contre Machoro le rendait responsable de tous les maux dont étaient victimes les Caldoches.

Alors, il y a t-il eu collusion entre Caldoches ultras, partis de droite, gouvernement et forces de répression ? ou seulement entre Caldoches ultras et forces de répression, ou encore le meurtre de Machoro aurait-il été, à la seule initiative de quelques gendarmes du GIGN (Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale) ?.

Tout cela est possible, surtout quand on sait que depuis des mois en Nouvelle-Calédonie existe toute une faune d'extrême-droite, des anciens pieds noirs d'Algérie aux militants du «Front-National», de le Pen, gendarmes et autres colonialistes et racistes.

Quelle que fut donc l'attitude précise de Machoro lors du siège de la ferme, on peut dire, de toutes façons que sa mort est la conséquence de toute la campagne menée contre lui depuis le siège de Thio qu'il avait dirigé avec ses hommes.

Il y a eu complot sinon militaire, au moins politique contre lui et qui s'est soldé par un assassinat pur et simple, probablement calculé.

Le pouvoir, quant à lui, est aussi responsable de cet assassinat. Au pire, il a pu donner l'ordre de tuer Machoro, au mieux, il aura laissé faire, car lorsque Pisani déclare que «l'ordre était de neutraliser et non de tuer» les meneurs, la marche de manoeuvre entre ces deux types d'ordre est très faible. Que des gendarmes zélés du GIGN aient interprété a leur façon l'ordre de «neutraliser», en tuant Machoro, cela n'a rien d'étonnant de la part d'hommes formés et entraînés à tuer, et de surcroit se trouvant dans une colonie, a 20.000 kms de la France.

Les «socialistes» au pouvoir en France ont donc retrouvé en Nouvelle-Calédonie leurs réflexes de vieux coloniaux rompus a aller «casser du nègre, du jaune, du «bicot» comme ils l'ont fait dans les anciennes colonies. Car, il ne faut pas l'oublier, ce sont en tout 19 militants indépendantistes qui ont été tués soit par des attentats d'ultras, soit par les forces de répression. Le bilan côté Caldoche, est beaucoup moins lourd.

Alors, pendant que Pisani lance des appels au calme, promet l'indépendance ce sont les Kanaks qui sont le plus durement touchés. La répression s'exerce à sens unique. A preuve, lors des émeutes anti-indépendantistes qui ont secoué Nouméa ces jours derniers, on n'a dénombré aucun mort du côté de ces manifestants en majorité Caldoches. Imaginons un peu le contraire : imaginons des manifestations de rue de cette ampleur organisées par les Kanaks, la répression aurait sans doute été bien plus violente. Il y aurait eu des morts.

Voilà donc mise a nu, toute l'hypocrisie des Mitterrand, Fabius et Pisani !

D'une main, ils sont prêts a accorder une indépendance à l'ombre de l'impérialisme, de l'autre, ils envoient plus de 3000 hommes, sans compter dernièrement l'envoi des parachutistes, et de cette autre main, ils rassurent les riches Caldoches, les Ultras, les capitalistes du Nickel et la droite Française.

L'impérialisme Français prépare un désengagement à l'ombre de ses gendarmes d'élite, de ses «paras». Il sait bien que rien ne sera réglé en Nouvelle-Calédonie tant que la revendication Canaque d'indépendance ne sera pas satisfaite. Car, a moins d'exterminer ce peuple comme cela s'est déjà produit en 1917 et à la fin du XIXè siècle, il se battra jusqu'au bout.

Cette indépendance, l'impérialisme Français tient à en contrôler le processus, de bout en bout pour sauvegarder ses intérêts dans la région.

Alors, comme, il l'a toujours fait, il en fait payer le prix au peuple Canaque, le prix de l'assassinat de certains de ses dirigeants, le prix du sang, des morts et des larmes.

## OU MENE LA POLITIQUE DU FLNKS ?

La politique du FLNKS n'est pas de conduire la population canaque a diriger elle même ses propres affaires. Son but est d'apparaître aux yeux, de cette population, d'une part comme son seul représentant,et de se poser face à l'impérialisme français comme interlocuteur privilégié d'autre part.

Pour cela, les dirigeants du FLNKS alternent une politique souple de déclarations de bonnes intentions à l'égard du gouvernement français, et des actions de commando sur le terrain. Ces actions, incendies de fermes, siège de maisons caldoches, occupation de village, visent autant a mettre le FLNKS en bonne posture pour de futures négociations qu'à imposer sur le peuple canaque lui même une force dirigeante, et un début d'appareil militaire.

Cependant, les dirigeants du FLNKS, et les déclarations de Jean-Marie Tjibaou l'ont montré, sont ou au prêts à accepter le plan Pisani ou au moins ses grandes lignes. Ce plan n'est autre que la préparation d'une indépendance à l'ombre de l'impérialisme (dans le meilleur des cas. Car il n'est pas encore dit que le vote tel qu'il est organisé donnera la majorité aux indépendantistes).

Des négociations avec le gouvernement Français devrait sortir un appareil d'Etat. Les notables du FLNKS s'y préparent. Et le jeu politique auquel se livrent depuis plusieurs mois le gouvernement Français et les dirigeants du FLNKS se joue en réalité sur le dos de tous les travailleurs et les pauvres de Nouvelle-Calédonie.

«La sauvegarde des intérêts français» que veut le plan Pisani, cela signifie avant tout : dur labeur et exploitation pour les travailleurs dans le futur Etat Calédonien. Pour l'instant, ces derniers n'ont pas voix au chapitre. Le fait que la population Canaque soutienne le FLNKS, n'implique pas qu'elle participe de manière consciente et organisée a l'élaboration de son destin.

Ce sont les dirigeants du FLNKS qui décident de faire et défaire les barrages, d'organiser telle action ou pas,de modérer, ou de radicaliser, ces actions de négocier ou pas avec le gouvernement Français. Pas les masses. Cette politique qui consiste a mépriser les possibilités d'organisation consciente et massive des travailleurs, conduit d'autant plus le FLNKS a rejeter en bloc tous les Caldoches, dans le même camp : riches et pauvres, gros propriétaires et petits fermiers, capitalistes et ouvriers. Pourtant, les uns et les autres n'ont pas les mêmes intérêts à défendre. Il n'est pas impossible en faisant appel aux Caldoches modestes ou pauvres de couper en deux cette communauté.

Mais encore faudrait-il avoir une politique, un langage a tenir à cette catégorie de la population. Ce n'est pas la préoccupation du FLNKS. Les dirigeants nationalistes laissent donc à la droite, aux ultras, à l'extrême droite, le soin de recruter parmi tous les Caldoches des troupes qui se cristallisent toujours plus contre eux.

De ce fait, les dirigeants nationalistes Canaques contribuent à isoler un peu plus chaque jour leur propre peuple et leurs propres militants.

Et s'il est vain de penser que toute lutte contre l'impérialisme est exempte de sacrifices, il est aussi criminel lorsqu'il existe d'autres politiques possibles, d'engager délibérement un peuple dans la voie la plus coûteuse en vies humaines et en souffrances. Et ceci pour les intérêts des notables Canaques aspirant a une nouvelle carte d'identité.

Car, c'est bien ce risque là que font prendre au peuple Canaque les dirigeants nationalistes. En isolant et en désarmant leur peuple au gré des propositions de négociation du gouvernement Français, ils le placent en position de moindre résistance et permettent au colonialisme Français de massacrer éventuellement la population. Le pouvoir colonial n'a jamais pris le risque de faire tirer sur Machoro il y a plusieurs semaines, quand, après les élections, le FLNKS était parvenu à mobiliser la population Canaque, et à contrôler les barrages partout. Il a attendu que les dirigeants nationalistes aient appelé «la population au calme» pour le faire.

Une politique véritablement socialiste et révolutionnaire, tout en affirmant le droit des Canaques à l'indépendance et leur droit à se battre y compris par les armes pour cette indépendance, aurait cherché a s'appuyer sur les couches ouvrières et pauvres, pas seulement des campagnes mais aussi des villes, pas seulement Canaques mais Caldoches aussi. Les socialistes révolutionnaires, contrairement aux nationalistes bourgeois ne se battent pas seulement pour un état indépendant mais pour que les ouvriers, les pauvres, puissent diriger eux-mêmes leur propre pays. Aussi, dans le processus même de la lutte pour l'indépendance auraient-ils appelé les masses laborieuses a mettre en avant leurs revendications propres et à s'organiser en tant que classe, de manière indépendante des notables et petits bourgeois de droite ou nationalistes. Dans les entreprises, dans les quartiers, dans les campagnes. A prendre le pouvoir réel du pays, à le contrôler, avant de négocier avec les représentants de l'impérialisme et des puissances d'argent.

## Suite de l'éditorial

**Il va de soi que c'est une aberration que des peuples situés à des milliers de kilomètres d'une métropole impérialiste, continuent à être administrés par elle. Mais, pour qu'il y ait un véritable progrès pour ces peuples, un véritable changement, il ne suffira pas de mettre fin à une telle aberration en obtenant l'indépendance des dernières colonies françaises. Il faudra que s'y déroule une véritable révolution sociale.**

**Cela, l'impérialisme français ne le veut pas, bien sûr, mais les élites bourgeoises ou petites bourgeoises qui réclament l'indépendance ne le veulent pas non plus. Si une lutte pour l'indépendance, manifestation de la contagion dont parle Mitterrand s'engage dans nos pays ce sera aux travailleurs de transformer cette lutte indépendantiste en une révolution qui donnera le pouvoir aux pauvres.**

# Martinique :
# LA GREVE CONTINUE A L'HOPITAL DE TRINITE

Les travailleurs hospitaliers de Trinité continuent la grève qu'ils ont entamée dès le jeudi 3 Janvier. La semaine qui s'est écoulée a été marquée par trois faits importants : l'annonce de la nomination d'un nouveau directeur, l'organisation d'une matinée Trinité «Ville morte» et l'annonce que la fameuse demande de prêt de 2 milliards n'avait jamais été faite !

Dès le début de la semaine, les grévistes avaient commencé à sillonner les artères du bourg de Trinité ainsi que les campagnes environantes. Pour insister sur la gravité de la situation, ils faisaient de l'information auprès des travailleurs et des commerçants de la commune.

C'est ainsi qu'à partir du lundi soir, ils prirent position pour organiser une journée «Trinité ville morte» le jeudi 10 Janvier.

Le mardi 8 durant la soirée, les travailleurs ont tenu une réunion avec la population pour demander de participer à cette journée. Finalement après discussion, on décida de manifester uniquement durant la matinée. Les grévistes firent état de l'accord de nombreux commerçants avec leur projet. Ceux de l'usine du Galion ont annoncé à ce moment qu'ils avaient décidé de faire deux heures de grève de soutien le jeudi. Une motion des enseignants du collège Rose Saint Just fut lue, tandis qu'un représentant de la Fédération Martiniquaise de Parents d'Elèves apportait son soutien.

C'est dans ces conditions qu'apparut le Maire de Trinité, Branglidor. Ce monsieur fit une intervention, annonçant que. . . le nouveau directeur était officiellement nommé et qu'il entrait en fonctions dès le lendemain.

Les grévistes étaient pour certains contents d'apprendre la nouvelle, parce qu'on pouvait penser que le directeur arrivait avec ce prêt. Mais la majorité, rendue méfiante à juste titre, restait sur ses gardes. Et de fait, après tous ces ronds de jambe, on se retrouvait toujours dans l'incertitude quant au déblocage du fameux prêt. . .

C'est ce qui fit confirmer la décision de continuer à préparer la matinée «Trinité ville morte».

Le jeudi 10, il y eut plus de 150 travailleurs hospitaliers à défiler dans les rues de Trinité. Ils partirent lentement en direction du carrefour de Tartane-Sainte-Marie, où ils rencontrèrent les gardes-mobiles placés par le sous-préfet, un Martiniquais du nom de Calixte. Il faut signaler le zèle répressif et les insultes de ce monsieur qui donna l'ordre de chasser les grévistes du carrefour.

Après cela, les employés de l'hopital, auxquels s'étaient joints une délégation des travailleurs de l'usine de Galion, des travailleurs de la Cité scolaire de Beauséjour, quelques habitants de la ville, sont allés défiler dans la ville. Plusieurs commerces de nombreux bars, salons de coiffure, magasins de meubles, une grande surface étaient fermés en signe de solidarité. L'activité commerciale était fortement réduite dans la ville. Les travailleurs de la Sécurité Sociale ont fait une heure de grève. C'était donc un succès, vu que la préparation avait duré seulement deux jours. Seule la presse, qui avait manifestement l'ordre de ne voir qu'un échec, vit. . . un échec. En tous cas, les travailleurs étaient manifestement contents de participer à ce mouvement.

Le lendemain, le vendredi 11 M. Svoboda, le nouveau directeur, annonça officiellement que le fameux prêt attendu depuis plusieurs mois ne pouvait arriver vu qu'il n'avait jamais été demandé officiellement ! En effet, il fallait une délibération officielle du conseil d'administration de l'hopital pour faire cette demande de prêt, ce qui n'a pas été fait.

Ainsi, aux yeux de tous se confirme la chose suivante :
Préfet, administration de l'hopital, ministère, tout ce beau monde là marche la main dans la main pour imposer des sacrifices aux travailleurs.

En effet, ce n'est nullement une erreur si la demande de prêt n'est pas partie. C'est qu'il s'agit là d'une manœuvre pour faire durer les choses le plus possible. Comme il n'y a pas de prêt, on fait un chantage permanent à la fermeture auprès des travailleurs pour qu'ils acceptent des conditions plus difficiles de travail !

C'est ainsi qu'en 6 mois, en appliquant ces mesures d'austérité draconiennes, l'hôpital a fait plus de 500 millions de centimes d'économies sur le dos des travailleurs, tandis que l'on doit 370 millions de centimes de salaires aux travailleurs et tout ce qu'espère l'administration, c'est faire en sorte que par les menaces et les intimidations, la peur de perdre leur emploi, les travailleurs acceptent une telle situation !

Bien entendu, la colère des travailleurs demeure très vive contre ces projets. Et beaucoup parlent de ne pas céder tant que l'administration n'aura pas créé les conditions de marche normale de l'hôpital !

# TRINITE :
## Le sous préfet :
## Un digne représentant de l'Etat français !

«Tirez bonda zot en la rie-a», «Yo za fouté zot an milliard en tchou zot, ki sa zot lé ancô», «moin pas ni temps épi isalope qui ka barré larie», «bonda-manman zot». . .

Mais qui parle ainsi ? Un major de quartier ? Un des ces «vakabons» notoires qui manient le rasoir ? Mais non, vous n'y êtes pas. L'auteur de ces belles paroles est monsieur Calixte, sous-préfet de Trinité. Cet homme arrogant et méprisant insultait de la manière les travailleurs hospitaliers qui tenaient un barrage sur la route de Trinité.

Ce simple fait montre ce que pensent les représentants de l'état colonial quand ils ont en face d'eux des travailleurs désarmés et quand ils ont eux, à côté d'eux ou devant eux, pour les protéger, les mousquetons des forces de répression.

Signalons que Monsieur Calixte, tout pomadé et vêtu de blanc qu'il était, a su nous montrer que même s'il est antillais, il est très loin d'être dans le même camp que les travailleurs !

# Texte publié dans le bulletin : «l'écho des hopitaux» (Guadeloupe)

CONSEQUENCE CRIMINELLE DE LA POLITIQUE D'AUTERITE DU GOUVERNEMENT ! SCANDALE INTOLERABLE !

Les travailleurs de la Pédiatrie ont eu ras-le-bol des conditions dans lesquelles ils travaillent depuis plusieurs mois. Le chef de service, le docteur Berchel, a lui aussi fait connaitre son indignation. Et, le 7 janvier, ils ont organisé une réunion où la presse a été conviée. Ils ont dénoncé leurs conditions de travail : manque de matériel de première nécessité, manque intolérable de personnel. Ils ont démontré que ce sont les bébés dont ils ont la charge qui paient les pots cassés.

Et ils ont eu raison. Car, les autorités qui jusqu'à présent faisaient semblant d'ignorer la situation ont commencé à bouger (très peu !). C'est ainsi que la DASS a décidé d'intervenir.

Mais si les travailleurs de la pédiatrie ont posé au grand jour leurs problèmes, l'ensemble de l'hôpital se trouve confronté à la même situation.

Il manque du personnel, il manque du matériel, il manque des médicaments. Les congés ne sont pas remplacés. En somme la situation se dégrade de façon spectaculaire.

Tout cela parce que l'Etat ne prend pas en charge les problèmes de la santé et ne donne pas les crédits nécessaires.

C'est d'ailleurs, à différents degrés, le même problème dans les autres services publics.

Pourtant l'argent existe puisque l'Etat donne des millions à l'armée, la police ou autres forces de répression. Ils dépensent des millions pour la mise au point des armes modernes, missiles, sous-marins ou autres.

Nombre de gens se posent des questions sur la fiabilité de la gestion à l'hôpital ! Mais le véritable problème n'est pas là ! Tout cette situation est la conséquence de la politique de rigueur et d'austérité imposée par le gouvernement, politique inadmissible et scandaleuse, car elle a pour conséquences la détérioration de la santé, quand ce n'est pas d'ôter tout simplement la vie à des bébés ou à des malades.

Contre cette situation, ce n'est pas une lutte service par service qui suffira mais une lutte résolue de l'ensemble des travailleurs qui pourront ainsi imposer aux autorités la révision de leur politique de santé. Les camarades de pédiatrie et leur chef de service nous le disent, quand on a mal, il faut crier. Alors préparons-nous à crier tous ensemble.

Nous aurons alors peut-être une chance d'être entendus !

# CENTRE HOSPITALIER DE POINTE-A-PITRE : LA COUPE EST PLEINE !

Les travailleurs du Centre Hospitalier de Pointe-à-Pitre ont souvent dénoncé le manque de matériel ainsi que l'insuffisance du personnel à l'hôpital. Il y a un peu plus d'une semaine, c'est cette fois un médecin pédiatre, le docteur Berchel, qui a fait des révélations particulièrement alarmantes sur le service où il exerce. Il s'agit particulièrement du service de «néonatologie», qui accueille des nouveaux nés qui naissent malades, et doivent recevoir des soins. Pour pouvoir soigner tous les enfants qui entrent dans ce service, en se donnant le maximum de possibilités de les guérir, et pour certains d'entre eux, de les garder en vie, il faudrait deux fois plus de matériel, et un personnel deux fois plus nombreux.

A cause de ces insuffisances, de nombreux enfants meurent. En 1984 révèle le docteur Berchel, 66 bébés sont morts, alors que plus de la moitié auraient pu être sauvés si les moyens avaient été suffisants.

Mais cette situation dramatique n'est pas le seul lot de ce service de l'hôpital. C'est la situation générale des services de santé qui est en cause.

En France, deux cents médecins se sont violemment élevés contre la politique du gouvernement en matière de santé. Avec l'augmentation du forfait hospitalier, il en coûte à un malade 22 F par jour non remboursables pendant tout son séjour à l'hôpital. Si le malade doit séjourner à l'hôpital pendant plus de 80 jours, les frais seront alors en totalité à sa charge, atteignant le tarif exorbitant de plus de 9 000 F par mois. Il y a là de quoi contraindre les travailleurs malades à se soigner ou mourir chez eux !

Même la consultation médicale à l'hôpital, qui était jusqu'à présent moins coûteuse que celle chez un médecin, a augmenté de plus de 100 % au 1er janvier 1985.

Donc, manque de matériel, de personnel, élévation considérable du prix de la santé, autant d'économies réalisées par l'Etat sur le dos des malades.

Et pendant que les Etats, l'Etat français comme beaucoup d'autres, se livrent à ces économies sordides sur la santé de la population, les dépenses en armement, elles, continuent d'augmenter.

La fédération latino-américaine des droits de l'homme a publié les chiffres suivants : chaque jour ce sont 19 milliards de francs qui sont dépensés en armement dans le monde. Avec ce que coûte un seul missile intercontinental, il serait possible de nourrir 50 millions d'enfants affamés, de construire 65 000 centres médicaux, et 34 000 écoles primaires. Un chasseur bombardier nucléaire coûte la même somme que 75 hôpitaux de cent lits chacun. Dans le monde, il y a en moyenne un soldat pour 250 habitants, alors qu'il y a un médecin pour 3 700 personnes.

Alors, lorsque le personnel de la pédiatrie demande aux travailleurs de participer à une souscription pour acheter du matériel et résoudre quelques uns des problèmes les plus graves, cela part d'un sentiment honorable de solidarité mais c'est demander une fois de plus aux travailleurs de se sacrifier, alors que de l'argent pour acheter du matériel, pour embaucher du personnel, il y en a dans les caisses de l'Etat ! Mais comme les pays capitalistes sont en crise, l'Etat des capitalistes réserve avant tout cet argent pour subventionner les grosses sociétés, pour faire tourner l'industrie d'armement ! Et pour cela, il économise sur l'ensemble des services publics, et la santé en particulier, au prix de vies humaines, comme le prouve la mort de bébés pourtant sauvables à Pointe-à-Pitre.

Il est possible de contraindre le gouvernement à débloquer les fonds nécessaires à l'hôpital, et cela, ce sont tous les travailleurs, ceux de l'hôpital, mais aussi toute la population qui est concernée par l'insuffisance des services de santé, qui le peuvent.

# Guadeloupe.
# Extraits du bulletin «Sucreries en lutte»
# (Grosse Montagne)

GROSSE MONTAGNE : PAS DE CADEAUX AUX PATRONS.

Décidément ces messieurs de la direction tiennent à nous imposer leurs volontés. Ils découvrent subitement que la journée continue du vendredi n'est pas une bonne chose sous prétexte que lorsqu'il est midi nous nous tournons les pouces parce qu'il n'y a pas grand chose à faire. Et pour cela ils veulent supprimer la journée continue du vendredi. Par contre ils veulent imposer la journée continue le samedi.

Ont-ils dans leur tête que nous sommes des robots ? Ils ont dû bien se rendre compte que tous ceux qui discutaient dans une réunion avec les responsables syndicaux mercredi n'avaient rien de ceux que l'on manipule. Nous leur avons fait savoir que nous refusions leurs décisions en exigeant le maintien de la journée continue du vendredi et un horaire de 6H30 à 12H30 le samedi.

GROSSE MONTAGNE : L'EMBRIGADEMENT NE PASSERA PAS !

La direction s'est bien rendu compte que son règlement intérieur ne nous préoccupe guère, et cherche toutes sortes de moyens pour nous intimider et nous mettre au pas. Cela va de la surveillance policière au rappel à l'ordre individuel. Saudremont en personne ne se gêne pas pour contrôler les entrées, et va jusqu'à mettre le nez au vestiaire pour voir si nous n'y traînons pas trop.

Ils finiront bien par se lasser, ces patrons, de nous surveiller ! Mais, nous ne nous arrêterons pas de surveiller leurs faits et gestes pour être prêt à rispoter immédiatement si l'envie leur prend de nous sanctionner !

# JAMAIQUE : La population se révolte contre les augmentations des prix.

Une nouvelle fois, des émeutes ont éclaté dans un pays pauvre de la Caraïbe, à cause des augmentations des prix qui deviennent insupportables pour la population. Cette fois, c'est en Jamaïque que les pauvres sont descendus dans la rue. Il y a quelques mois, c'était en République Dominicaine. Mais au Brésil, ou encore en Tunisie ce fut aussi le cas.

Et la situation des plus pauvres continue à s'aggraver : en République Dominicaine, la situation est si critique que des gens sont en passe de mourir de faim.

Car la crise économique du système capitaliste continue à s'approfondir et si dans un pays comme les Etats-Unis certains capitalistes ont vu une «relance» au moins de leurs profits, c'est au prix de pressions de plus en plus dures exercées par l'Etat sur les travailleurs et les plus défavorisés.

Mais ce qui dans les pays industrialisés, USA ou Europe, se traduit par une augmentation du nombre des sans ressources, des sans-abri, des candidats aux soupes populaires, et des morts de froid par dizaines, se traduit encore plus gravement dans les pays pauvres qui reçoivent de plein fouet les effets de la crise. C'est la famine qui guette l'ensemble des pays pauvres. La situation des pauvres de ces pays est aujourd'hui telle que leur choix se limite à ceci : se révolter ou mourir de faim. Ceux qui se révoltent ont donc raison de le faire. Car attendre passivement la mort par la faim ou la maladie ne laisse aucune chance.

Par contre si les pauvres peuvent ordonner, organiser leurs révoltes, et leur donner pour but l'expropriation totale des riches, même s'ils prennent ainsi le risque d'être assassinés, pour une partie d'entre eux, par les sbires en uniformes payés par les riches, ils ont une chance de s'en sortir.

# Liste de souscription

Amis, lecteurs, sympathisants de Combat Ouvrier donnez largement sur les listes de souscription qui vont circuler parmi vous.

POUR SOUTENIR LES INCULPES :
EUGENIE — OLIME — CELESTE

Le 6 février va se dérouler à Pointe-à-Pitre le procès de Eugénie, Olimé et Céleste, pour une affaire de recel de substances explosives.

Le simple fait que ces militants doivent faire face à la justice coloniale, entraîne pour leur famille des dépenses importantes, d'autant que le procès intervient alors qu'ils sont coupés de leur travail habituel depuis plus de 6 mois.

Pour permettre d'assurer leur défense dans de meilleures conditions, à un moment où d'autres procès sont déjà engagés, nous appelons les travailleurs épris de justice, les anti-colonialistes, les démocrates sincères, tous ceux pour qui bien des choses doivent changer dans notre pays, quelles que soient leurs opinions politiques, à donner largement à cette souscription, de façon à faire face à toutes les nécessités d'un tel procès.

Le montant de la souscription, dûment contrôlé par les listes en circulation, sera rendu public.

SOUSCRIPTION ORGANISEE PAR COMBAT OUVRIER (Janvier 1985)

# Guadeloupe : DES PERQUISITIONS A LA MINI-RAFLE

SUITE DE LA PAGE 1

organisation ou leurs sympathies, n'hésitant pas dans certains cas à se servir de photos prises lors de manifestations publiques pour dire que c'est telle ou telle personne qui les a mis en cause.

Le ton est plus ou moins haut et nerveux. Il faut dire que depuis quelque temps les gendarmes ont moins de temps pour aller tranquillement à la plage avec leur famille et la belle vie au soleil à l'air d'être légèrement compromise.

Au moment où nous écrivons, la mini-rafle de la fin du week-end dernier n'est pas terminée puisque trois personnes habitant le Raizet sont encore interpellées. Il y aurait eu aussi des perquisitions sur Gosier. Mais on peut se demander dans le contexte que connait la Guadeloupe, où cela va-t-il déboucher ? Car le système augmente de façon sensible son appareil répressif. Le prétexte de certains attentats, de certains actes violents, existe certes. Mais il ne peut justifier en aucune sorte que soient menées de telles expéditions larges et systématiques, sans que le moindre élément sérieux puisse amener ces hommes à entreprendre leur enquête sur quelqu'un. . . Sinon son opinion anti-colonialiste réelle ou supposée ! Mais il n'y a pas de quoi s'étonner. C'est là une manifestation claire nette de la situation coloniale que nous vivons dans notre pays.

Des personnes manifestent à leur façon, leur opposition à ce système, c'est la population toute entière qui est menacée d'être prise en otage.

Des quartiers sont inquiétés aux aurores, des barrages routiers sont systématiques, non pas seulement pendant les heures qui suivent une action, mais pendant plusieurs jours et sur pratiquement toute l'île.

De telles pratiques montrent bien que les forces coloniales cherchent plus à impressionner la population, à géner les organisations anti- colonialistes et enfin de compte tous ceux qui n'acceptent pas leurs lois ici.

Alors, dans des colonies comme la Guadeloupe, le pouvoir peut très bien commencer par faire des mini-rafles mais on ne sait pas comment cela peut se terminer. Car il n'y a aucune raison que les forces coloniales étant présentes de façon de plus en plus massive, avec la morgue qu'on leur connait, fassent taire tous ceux qui sont épris de dignité et sont prêts à combattre pour cela.

Quels que soient les moyens que les anti-colonialistes choisissent pour mener leur combat, attentats ou non, telle forme plutôt que telle autre, c'est le problème de notre peuple, celui des travailleurs, qui ont à exprimer leurs points de vue et à les défendre dans leurs luttes. Mais, en aucune manière cette question ne peut être tranchée dans la répression policière et judiciaire par les représentants de l'une des puissances économiques et militaires les plus grandes de la planète et qui auraient un droit «divin» d'imposer ce qui est bon ou pas à de petits peuples.

# PROCES DE MILITANTS ANTI COLONIALISTES

Plusieurs procès de militants anti-colonialistes sont prévus dans les prochaines semaines : le 24 janvier, le procès des inculpés dans l'attentat contre la préfecture de Basse-Terre. Une semaine plus tard, le 31 janvier, devrait être repris le procès sur les attentats de la tour Secid, ce procès a été engagé les 20 et 21 décembre, à Pointe-à-Pitre.

Les avocats des inculpés avaient émis une «suspicion légitime» sur la «sérénité » et sur la compétence du tribunal de Pointe-à-Pitre pour juger sur les chefs d'inculpation, «complot contre la Sûreté de l'Etat, attentats à l'explosif». Les juges avaient refusé le renvoi du procès devant une autre juridiction. Mais les avocats ont fait appel. La cour d'appel doit se prononcer le 31 janvier. Selon sa décision, le procès se déroulera ou non le 31 à Pointe-à-Pitre.

Le 16 janvier a été rendu le verdict du procès de Peter Alexander, militant indépendantiste qui a été condamné à 2 ans de prison, alors qu'il y a déjà passé 29 mois.

Le procès de Luc Reinette et Henri Amédien, pour détention d'armes, qui s'est déroulé à Basse-Terre le 4 janvier, sera mis en délibéré le 8 février.

Le 6 février se déroulera le procès de Eugénie Olimé et Céleste, accusés de détention illégale de substances explosives.

Tous ces procès sont des procès politiques ou des militants anti-colonialistes guadeloupéens sont confrontés à une justice qui découle justement de la situation coloniale que ces militants condamnent. Et comme d'autres procès tel celui d'Alexander, qui avait été condamné à 3 ans de prison sur dénonciation anonyme, l'ont démontré dans le passé, ils sont jugés à cause de leurs idées politiques bien plus qu'à cause de leurs actes. Le fait que la plupart d'entre eux ont passé 6 mois, un an en prison avant d'être jugés le montre également.

Ce n'est donc pas à cette justice de décider si ces militants ont ou n'ont pas commis d'actes répréhensibles, mais au peuple guadeloupéen.

C'est pourquoi nous appelons tous les anti-colonialistes, mais aussi tous les travailleurs soucieux d'une véritable justice, à venir soutenir les inculpés lors de ces procès.

# Appréciations de la population sur les récentes actions de violence

Les premiers jours de l'année 1985 ont été marqués par la reprise de certaines formes d'attentats.

Bien que moins spectaculaires que par le passé ils ont été largement commentés par la presse et aussi par de nombreuses personnes de la population.

Dans l'ensemble, on ne peut pas dire que les commentaires, appréciations ou jugements soient identiques dans tous les cas.

Une grande partie des personnes, travailleurs, jeunes qui commentaient ces actes disent clairement leur opposition ou condamnation d'actes violents qui pourraient mettre en danger des gens de la population. C'est ainsi que beaucoup condamnaient des actes tels ceux commis dans le hall public du magasin Ford ou celui de Peugeot ou bien celui qui devait se dérouler dans le magasin Roche-Bobois : là un jeune homme poursuivi par des travailleurs a dû prendre la fuite abandonnant sa bombe !

Dans le même temps ces mêmes jeunes, travailleurs, petites gens de la population commentent de façon différente des actions qui ont été menées contre les biens de certaines personnes qui apparaissent du côté du pouvoir colonial, des riches.

Lorsque la voiture du substitut du procureur de Pointe-à-Pitre ou celle d'un CRS a été détruite par le feu, de même pour l'attentat contre les Bouchers-Conseils, le bateau de la Marina, la réaction qui était couramment perçue était : **«moin pé ké pléré pou sé boug la», «man fou pou yo», «yo ka chéché sa»**. Ainsi tout en n'étant pas forcément d'accord avec tout ce qui se fait, tout en n'étant pas prêts forcément à reprendre à leur compte tous ces actes jugés aussi comme «trop hauts», beaucoup de gens ne sont pas neutres.

Et cela traduit quand même quelque chose, car une population ne juge jamais comme positifs des actes qu'elle trouve gratuits ou sans fondement.

Un problème se pose donc pour une partie de la population, même si elle est loin de l'exprimer activement et massivement, le problème de l'injustice du colonialisme, la présence insistante des forces de repression dans le pays pour que soit respecté l'ordre des riches.

# Communiqué de presse des organisations anti colonialistes

Les organisations syndicales, politiques GRS, Combat Ouvrier, MPGI, MASU, UIG-CFDT, UDIC, le Groupe des parents et amis, le Comité Basse-Terrien de soutien aux emprisonnés politiques, le journal Jougwa, se sont rencontrés mardi 15 Janvier.

Ces organisations ont notamment fait le point sur les différents procès politiques qui doivent se dérouler au cours du mois de janvier et les mois à venir.

Considérant qu'il est nécessaire d'unifier leurs forces pour faire échec aux menées répressives du pouvoir colonial, elles décident de se constituer en un Comité Guadeloupéen de lutte contre la répression.

Ce comité reste ouvert à toutes les organisations, tous les militants et démocrates prêts à s'associer aux différentes actions qui seront menées.


## ABONNEMENT

| | 6 mois | 12 mois |
|---|---|---|
| Guadeloupe | 50 F | 100 F |
| Martinique | 50 F | 100 F |
| France | 70 F | 140 F |

*Je désire m'abonner au journal Combat Ouvrier pour une période de..... mois.*
*Nom : .....*
*Prénom : .....*
*Adresse : .....*
*.....*
*ci-joint la somme de .....F*
*réglement par chèque adressé à : Gérard Beaujour. B.P 214 Pointe-à-Pitre Cédex.*



**COMBAT OUVRIER**

Responsable de publication
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
COMBAT OUVRIER
Mr DUFEAL
B.P. 42
92114 CLICHY CEDEX
IMPRESSION
Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.
Commission paritaire
No 51728